

Collectif national droits de l'Homme Romeurope :

ALPIL (*Action pour l'insertion sociale par le logement*) - ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) - ASET (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*) - CIMADE (*Comité intermouvements auprès des évacués*) – FNASAT- Gens du voyage - Identité rom - LDH (*Ligue des Droits de l'Homme*)- Liens Tsiganes-MdM (*Médecins du Monde*) - MRAP (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – Mouvement catholique des gens du voyage - PARADA – Procom - Rencontres tsiganes – RomActions _ Une famille un toit 44 URAVIF (*Union régionale des associations voyageurs d'Ile de France*) – Et les Comités de soutien de Bonneuil, Choisy le Roi, Fontenay-sous-Bois, Montreuil, du Nord de Saint-Maur, Saint Michel sur Orge, de Savigny-Lieusaint-Melun, Vitry-sur-Seine et du Val de Marne.



7 Avril 2008

Les Roms abusés par l'Anaem pour les statistiques de Monsieur Hortefeux.

Les citoyens français doivent savoir comment le ministre de l'immigration achète, grâce à l'Anaem, plusieurs milliers de « retours au pays » qui vont lui permettre d'atteindre ses quotas. Depuis quelques mois, l'Anaem recrute dans les bidonvilles où des familles roms roumaines et bulgares sont contraintes de trouver un abri. Le discours est simple : « retournez dans votre pays, nous paierons votre voyage de retour, nous vous donnerons de l'argent et nous vous aiderons à votre arrivée. »

Déclarer, comme le fait l'Anaem, que les familles sont volontaires pour rentrer en Roumanie en donnant pour preuve l'existence d'une liste d'attentes pour les retours est une manière de dissimuler la vérité. Si les coups de filets précipités comme à Bondy en octobre 2007 semblent avoir cessé, les opérations de retour soit-disant volontaire sont toujours coordonnées avec des opérations policières d'expulsion.

En réalité, le Ministère de l'Immigration, de l'Intégration et de l'Identité Nationale a mis en place un système pervers.

Des familles roms installées, pour certaines, en France depuis quelques années, qui y ont établi des liens (scolarisation des enfants, emplois, suivi médical...), rompent ces liens pour retourner en Roumanie et bénéficier de cette somme. Qui plus est, si le système géré par l'Anaem avait pour objectif de diminuer le nombre de personnes présentes en France, il est un échec. Ainsi des familles très pauvres en Roumanie ont eu connaissance de cette opportunité et arrivent en France pour bénéficier de la prime de l'ANAEM, qui représente pour elles un pactole. Certaines personnes n'hésitent pas à quitter leur emploi et interrompre la scolarisation des enfants. Qu'on ne se méprenne pas : les Roms n'abusent pas du système, c'est bien le système qui abuse les Roms, en les utilisant pour augmenter les chiffres des expulsions, au mépris de l'errance ainsi générée et de ses conséquences sur la vie de ces familles.

En effet, au regard de la situation socio-économique en Roumanie, l'argent promis est très attractif : 300 € par adulte et 100 € par enfant. Une famille peut ainsi toucher jusqu'à 1000 euros. En mars 2008, le salaire moyen en Roumanie est de 194 € par mois et un salaire minimum devrait être fixé à 137 € par mois. Le taux de chômage des Roms dépasse encore les 70 % dans certaines régions. La tentation est alors grande pour des familles qui ne disposent que de faibles revenus.

Ces aides au retour sont d'autant plus absurdes qu'en tant que ressortissants européens, les Roms peuvent revenir quand ils le souhaitent. Ce système permet donc le cas échéant, à une même famille de bénéficier de plusieurs retours successifs et être comptabilisée plusieurs fois dans les quotas. C'est ainsi que le Ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement fait du chiffre, uniquement du chiffre.

Le Collectif Romeurope dénonce l'hypocrisie à toutes les étapes de ce système pervers qui instrumentalise les Roms et déstabilise ceux qui, en Roumanie ou en France, ont commencé à trouver quelques points d'ancrage. Les moyens financiers doivent être orientés vers un accueil digne et durable dans notre pays pour les Roms qui le souhaitent, sans discrimination envers des ressortissants européens. A cette fin, le cadre législatif et administratif doit être modifié, notamment pour lever les entraves existantes dans l'accès au logement et à l'emploi.

Lors de la venue du Premier ministre roumain en France,, Romeurope souhaite que les deux Gouvernements décident enfin des mesures concrètes pour permettre aux Roms une réelle insertion dans le pays de leur choix.

Pour le Collectif Romeurope

Michel FEVRE
06 08 55 28 33

Stéphane LEVEQUE
01 47 80 15 87